

RÉDACTION
ADMINISTRATION
BUREAU DES ABONNEMENTS
Imprimerie Suisse Catholique
Fribourg (Suisse)
ABONNEMENTS
Tous les bureaux de poste se chargent de percevoir le prix d'abonnement moyennant une surtaxe de 20 centimes.

LA LIBERTÉ

Journal politique, religieux, social

ANNONCES
Publicitas
S. A. SUISSE DE PUBLICITÉ
Rue Saint-Pierre
FRIBOURG
PEIX DES ANNONCES

Nouvelles du jour

Les négociations italo-serbes. Les élections du 7 novembre à Milan.

En Serbie, l'opinion publique n'espère pas grand-chose des négociations directes avec l'Italie. La politique italienne lui paraît s'orienter définitivement vers l'attente d'événements nouveaux, suscités par l'élection du futur président des Etats-Unis, et surtout par les élections pour la Constituante en Yougo-Slavie.

C'est-à-dire les éléments modérés — ne comptent que cinq candidats (dont le maire actuel, avocat Caldara) sur soixante-quatre. Empêcher que la menace d'une expérience bolchéviste ne se réalise, c'est l'obligation de tout citoyen sensé, de tout homme de conscience, qui aime surtout sa foi religieuse et sa patrie.

D'après une statistique publiée par le gouvernement italien, voici quels étaient les résultats des élections communales jusqu'au 24 octobre : communes conquises par le bloc libéral, 2937 ; par les socialistes, 1733 ; par le parti populaire, 1081.

Les Serbes ne peuvent pardonner aux Alliés leur manque de fermeté à l'égard de d'Annunzio.

L'Entente n'a fait que déclarer que d'Annunzio était un brigand qui travaillait à troubler la paix de l'Europe. Cependant, lors de l'aventure de Fiume, toutes les forces navales et militaires de l'Entente se sont soumises à l'ultimatum du « brigand » et ont quitté Fiume sans un mot de protestation.

Il est même étonnant que, comme nous l'apprend une dépêche de l'Avanti, le gouvernement italien ait osé demander au chef de la république du Quirino la restitution immédiate du navire génois Cogni, capturé il y a trois semaines par les légionnaires de d'Annunzio.

D'Annunzio bravera probablement cette menace après tant d'autres.

A Milan, l'initiative de l'association « Religion et Patrie » en vue d'amener les adhérents du parti populaire à la participation au « Bloc d'action et de défense sociale » pour les élections communales, qui auront lieu dimanche, 7 novembre, n'a pas abouti.

La réunion qui a provoqué cette crise malheureuse ne comptait que cinq cents électeurs, tandis que les inscrits dans les rangs du parti populaire à Milan dépassent les huit mille.

Le journal quotidien l'Italia, qui avait marqué son opinion favorable à l'accession au Bloc, déjà dès le lendemain publiait un article regrettant cette décision et affirmait nettement le devoir des catholiques de tout faire pour empêcher le triomphe du bolchévisme dans la capitale morale de l'Italie.

la plate-forme des élections a été plutôt pour ou contre Wilson. Dans beaucoup d'Etats, l'attitude des Irlandais a évolué. Si, à New-York, ils ont voté pour les démocrates, ailleurs, ils ont donné leurs voix aux républicains, parce que M. Wilson avait éconduit la délégation irlandaise à la conférence de la paix et parce qu'ils ont fini par être contre la Société des nations, jugeant que l'Angleterre y aurait la prépondérance et fait échouer les revendications de l'Irlande auprès de la Ligue.

La campagne électorale en Espagne

Madrid, 31 octobre.

La campagne électorale pour les Cortès est engagée depuis quelque temps ; elle se poursuit dans l'indifférence générale de la masse, qui se passionne beaucoup plus pour un toréador fameux que pour le choix de ceux qui sont censés diriger les affaires de l'Etat.

Les libéraux, divisés en trois sous-groupes, romanistes, priétiens, alibistes, ne paraissent pas s'être mis d'accord sur un programme commun. Les questions d'intérêt personnel et de lutte pour la diminution des surhommes Románones, Prieto et Alba, jouent dans ce parti un rôle prépondérant.

Je ne me dissimule pas que cette attitude, si elle se généralisait dans la classe ouvrière, serait fort dangereuse, car elle détruirait cette soupape de sûreté que sont les Parlements pour les partis extrêmes ; elle achèverait de tuer le sens civique en Espagne et l'espérance de voir enfin le peuple se passionner pour les intérêts du municipe, de la région, ou de la nation.

A droite, l'animation électorale est un peu plus forte, bien que, là aussi, on sente de la fatigue et même du découragement. N'aurait-on pas fait depuis cinq ou six ans quatre élections générales, espérant de chacune d'elles le relèvement de la politique affaïssée et inerte du pays ? On s'était flatté de tirer l'Espagne de ces ornières du caciquisme, de l'insouciance à l'égard des problèmes administratifs, scolaires, financiers qui se posent.

M. Maura vient d'écrire une lettre apocalyptique et abstruse d'où il ressort qu'il combattrait le gouvernement tout en ne le combattant pas. Cette énigme n'a sans doute pas été du goût des jeunes néo-mauristes, ses disciples enthousiastes et indisciplinés, qui ont déclaré, sans ambages, qu'ils feraient au gouvernement de Dato une guerre sans merci.

Les datistes, eux, ont le jeu en main. Ils ne font pas de bruit, mais de la besogne efficace, par leurs gouvernements, par leurs alcaides et par leurs caciques. C'est la mode, que voulez-vous y faire ? Et il n'y a que ceux qui ne peuvent en profiter qui protestent. Il est donc probable que les datistes arriveront aux Cortès en grand nombre. Y auront-ils une majorité suffisante pour gouverner ? C'est douteux.

Les plus sages, dans cette mêlée d'ambitions, de scepticismes, d'incohérences et de violences, sont les catholiques. Depuis cinq ou six ans, ils font leur éducation politique et, s'ils savent être sages, se tenir encore sur l'expectative, ils pourraient bien, dans un temps plus ou moins long, avoir un rôle de premier plan et sauver la situation.

Il existe à Madrid un journal auquel les Alliés furent en droit de reprocher une attitude trop germanophile pendant la guerre. Il n'est pas douteux que El Debate est aux

mains d'un directeur fort intelligent, qui, pour la première fois, a réussi en Espagne à faire d'un journal catholique un journal de premier ordre, fort bien informé, fort bien distribué et où — res miranda populo — il y a, en général, de l'équilibre dans la façon d'aborder les questions de politique intérieure.

La 20 octobre, j'y lisais dans un article de fond : « La politique catholique, en Espagne, d'après de longues années, a commis deux erreurs capitales : elle a été longue à énoncer des principes doctrinaux, avec un dédain déplorable pour les applications et les solutions pratiques ; elle a été systématiquement hostile aux gouvernements. Hors les cas où le gouvernement persécute l'Eglise et est livré aux révolutionnaires, il faut fuir toute opposition systématique obstructionniste, et encore, dans les cas très concrets, il faut graduer sagement l'attaque... »

Pour qu'un journal catholique et de sévère orthodoxie parle ainsi, il faut qu'il y ait quelque chose de changé dans la grande majorité de ses lecteurs. Il y a dix ans, ces lignes eussent attiré à l'imprudent journaliste toutes les foudres du carlisme, de l'intégrisme, de beaucoup de religieux et même de quelques évêques.

En ces temps-là, il était courant de lire dans les journaux que des catholiques à la Maura, à la Dato, à la Alejandro Pidal, « étaient aussi dangereux que les monstres de la commune ».

Ces jours sont passés, grâce à Dieu ; El Debate en témoigne. Si les catholiques, formés au contact des réalités et enfin devenus des disciples du grand Balmès, savent, sans trop se confessionaliser et en se tenant strictement sur le terrain des libertés politiques, s'organiser, se discipliner, au milieu de la déliquescence de tous les vieux partis et en face de la révolution syndicale menaçante, ils lèveront le drapeau de l'ordre, de la paix sociale et de l'intérêt national. Nul doute qu'ils ne soient suivis par l'immense majorité des Espagnols.

A ce triomphe, auront contribué pour la plus grande part les catholiques sociaux d'Espagne, qui, descendus les premiers des nuées où ils laissent intègristes et carlistes, apprennent à mettre les principes en présence des problèmes agraires, ouvriers, financiers, syndicaux, qui se posent plus ardens en Espagne qu'ailleurs. S'ils trouvaient un homme, un chef qui disciplinât les enthousiasmes et les sentiments, à la fois réaliste et idéaliste, orateur et penseur, toutes les espérances leur seraient permises. Cet homme ne serait-il pas le vaillant, sincère, courageux et clairvoyant Aragonais qui s'appelle Ossorio-Gallardo ?

Ce ne sera pas, en tout cas, Lacierva, dont l'intervention malencontreuse, une fois encore, dans la lutte électorale, vient de lui attirer une éinglante réplique d'El Debate, qui l'avait toujours défendu jusqu'ici. M. Lacierva, en un manifeste au pays, vient de se poser en ennemi irréconciliable du gouvernement actuel. Il ne veut pas qu'on augmente les tarifs de chemin de fer, avec un Parlement fabriqué exprès pour cela ! C'est son droit, bien que le système de flatteries à l'adresse des intérêts égoïstes des foules ne soit guère en rapport avec la mentalité d'un ultra-conservateur. Lacierva rappelle ensuite ce qu'il a fait en faveur de la concentration conservatrice « et la protection décidée, persévérante » que, du gouvernement, il a accordée aux amis de Dato et dont il est mal payé. « Du gouvernement, lui répond et fort bien El Debate, on ne doit protéger personne pour des raisons personnelles et de parti ; il faut veiller à la justice et au bien commun, dont les hauts intérêts ne sont pas précisément ceux de telle ou de telle bande de politiciens. »

Il prétend que le parti de Dato est à la merci de la ploutocratie financière. Or, n'a-t-il pas dit qu'il a protégé ce parti, étant ministre ? Si ce que dit M. Lacierva est vrai, « il ne pouvait que faire une guerre à mort » à un pareil parti, déclare justement El Debate. Et puis, ajoute le journal, avec infiniment de sens, en dehors du problème ferroviaire, il en est d'autres en Espagne, de très graves, de très importants, — le problème social seul est au monde —, et l'opinion est bien voulu connaître, à leur sujet, le critérium de M. Lacierva.

On ne saurait mieux dire. Ce langage est de nature à donner les meilleures espérances. Il secoue enfin cet affreux personnelisme, qui a son expression achevée dans les caciques grands et petits. C'est le cancer qui ronges les chairs vives de l'Espagne. Louis Molina.

NÉCROLOGIE

Le Père Cyrille, O. S. B.

Le monastère d'Einsiedeln vient de perdre un pieux et zélé religieux, en la personne du Père Cyrille Menzi, qui a été emporté par une crise cardiaque, à l'âge de 56 ans. Le Père

Cyrille était d'origine zuricoise. Il fit ses études à Einsiedeln et y prononça ses vœux en 1885. Il fut successivement sous-préfet du Collège, professeur, sous-économiste, puis desservant de Trachslan. C'était l'un des meilleurs chanteurs de la maîtrise du monastère.

M. le chanoine Meyer, curé de Lucerne

A 58 ans vient de mourir l'un des membres les plus distingués du clergé du diocèse de Bâle. M. le chanoine Meyer, curé de la ville de Lucerne. M. l'abbé Meyer était un fils de la campagne lucernoise. Il fit ses débuts dans le ministère à Bâle. En 1891, il était appelé dans le chef-lieu de son canton, comme curé du petit Lucerne, paroisse comprenant la rive gauche de la Reuss. Il fut le constructeur de la belle église de Saint-Paul, à Obergrund, et il jeta les fondements de celle de Sankt-Karil. Après vingt ans d'activité au Petit-Lucerne, M. l'abbé Meyer fut nommé, en septembre 1912, curé de ville et chanoine de Saint-Léger, en remplacement de M. le doyen Amberg. Sa popularité, déjà grande, ne fit que croître au cours des huit années qu'il passa à la collégiale, s'y consacrant tout entier à la prédication et à la catéchisation des enfants. Le curé de Lucerne était en vénération parmi ses ouailles et sa mort met en deuil toute la ville.

Etudes Internationales

Vers la fin de la guerre, il s'est formé dans notre ville de Fribourg, où il a désormais son secrétariat général permanent, un Comité catholique d'études internationales qui s'est souvent, pour sa fondation et son organisation, des idées et des exemples de l'ancienne Union de Fribourg, et qui comprend aujourd'hui de nombreuses personnalités belges, françaises, italiennes et suisses.

Ce Comité, auquel Sa Sainteté Benoît XV a daigné, dans une lettre datée du 9 février 1920, accorder de précieux encouragements, se propose : d'étudier et, autant que possible, de préciser les solutions que comportent les problèmes internationaux de l'heure présente, d'après le droit des gens inspiré par les enseignements du christianisme ; de donner conscience aux milieux catholiques du rôle bien-faisant que pourrait être amenée à jouer la Société des nations et de rechercher la ligne de conduite qu'il convient de suivre vis-à-vis de cette Société pour servir les intérêts de l'Eglise et de la civilisation.

Le Comité catholique d'études internationales n'ayant aucun caractère politique, il entend se maintenir strictement sur le terrain des principes, sans s'immiscer dans les questions concrètes qui se débattent entre les nations.

Ses premiers adhérents ont décidé de se réunir à Paris les vendredi, samedi et dimanche 12, 13 et 14 novembre prochains, pour jeter les bases d'une organisation stable et se concerter sur les moyens propres à réaliser le but qu'ils se proposent d'atteindre. Leur projet de conférence, auquel le Saint-Siège a bien voulu donner son assentiment, a été accueilli favorablement par Leurs Eminences les cardinaux Bourne, Gibbons et Mercier et par le regretté cardinal Amette qui avait mis à leur disposition une des salles de la Maison des Gueux, 76, rue des Saints-Pères, à Paris.

Voici le programme de cette prochaine conférence :

— Vendredi, 12 novembre : 1^{re} séance, 9 h. ½. — Le Comité catholique d'Etudes internationales, son origine, sa raison d'être, son but. (Rapporteur : M. le baron de Montenach.)

2^{me} séance, 15 heures. — Les enseignements pontificaux et le droit des gens. (Rapporteur : Le R. P. de la Brière, Paris.)

Samedi, 13 novembre : 1^{re} séance, 9 h. ½. — Les catholiques et l'ordre juridique international. Les rapports des catholiques avec la présente organisation de la Société des nations. (Rapporteur : Mgr Deploige, de Louvain.)

2^{me} séance, 16 heures. — Même sujet. Discussion du rapport et échange de vues.

Dimanche, 14 novembre : 1^{re} séance, 9 h. ½. — Le fondement moral du droit des gens. (Rapporteur : M. Le Fur, de Strasbourg.)

2^{me} séance, 16 heures. — Résolutions pratiques et mesures d'organisation et de propagande.

Parmi les adhésions déjà recueillies, nous signalerons celles de Mgr Julien, évêque d'Arras ; de Mgr Besson, évêque de Lausanne et Genève ; de Mgr Baudrilhart, recteur de l'Université catholique de Paris ; de Mgr Deploige, président de l'Institut supérieur de Philosophie de Louvain ; du R. P. Smeria ; du R. P. Gemelli ; de M. le marquis de la Tour du Pin ; de M. le baron de Montenach ; de M. Paul Fournier ; de M. Georges Gouay ; de M. Imbart de la Tour ; du R. P. de la Brière ; de M. Philippe Méda, ministre du royaume d'Italie ; de M. Gonzague de Reynold, professeur à l'Université de Berne ; de M. Emile Chénon ; de M. Eugène Duthoit ; de M.

